

Évolution du protocole à l'école : les syndicats accueillent positivement les pistes du MEN

Erwin Canard

6-8 minutes

Le MEN, accompagné des autorités de santé, a reçu les organisations syndicales mardi 8 février afin de discuter des possibles aménagements du protocole sanitaire en vigueur dans les structures scolaires. Il envisage de passer au niveau 2 du protocole sanitaire en primaire, induisant notamment la fin du port du masque en extérieur pour les personnels et les élèves. Il pourrait aussi être décidé de passer à 2 autotests au lieu de 3 pour pouvoir revenir en classe, et de supprimer les attestations sur l'honneur. Les syndicats interrogés par AEF info saluent globalement la méthode et ces pistes.



Le port du masque en extérieur pour les élèves de primaire ne devrait bientôt plus être obligatoire. Unsplash - Photo by Kelly Sikkema

La 5e vague de l'épidémie de Covid-19 semble entamer son recul en France en ce début février 2022. À l'Éducation nationale, ce mouvement se traduit par une diminution du nombre de classes fermées et d'élèves et de personnels contaminés par le virus ([lire](#)

[sur AEF info](#)).

Par conséquent, comme l'avaient indiqué Jean Castex puis Gabriel Attal ([lire sur AEF info](#)), le gouvernement réfléchit à alléger le protocole sanitaire dans les structures scolaires. Ainsi, comme prévu ([lire sur AEF info](#)), le ministère de l'Éducation nationale, accompagné de représentants des autorités de santé, a reçu les organisations syndicales mardi 8 février, afin de discuter des possibles aménagements. Jean-Michel Blanquer en a donné les grandes lignes le 6 février ([lire sur AEF info](#)).

Niveau 2 en primaire, avec fin du masque en extérieur

Le ministère envisage tout d'abord de passer au niveau 2 du protocole sanitaire en primaire, celui-ci étant actuellement au niveau 3. Cela induirait notamment la fin de l'obligation du port du masque en extérieur pour les personnels et les élèves. La fin du port du masque en intérieur, bien qu'en réflexion au ministère, ne semble pas à l'ordre du jour pour ces prochaines semaines.

Aussi, les règles de limitation du brassage, notamment à la cantine, seraient allégées : le brassage serait limité par niveau et non plus par classe.

Dans le second degré, le niveau du protocole - 2, actuellement - ne devrait pas évoluer.

2 autotests et fin des attestations sur l'honneur ?

Le ministère pourrait décider de diminuer le nombre d'autotests nécessaires pour qu'un élève puisse revenir en classe après qu'un camarade ait été positif au Covid. Il s'agirait d'en réaliser deux, au lieu de trois actuellement. Sur cette question-là, il pourrait ne plus être demandé d'attestation sur l'honneur aux parents.

Le MEN pourrait annoncer ses décisions en fin de semaine, après l'avis du HCSP. Il n'a en revanche pas précisé si les mesures entreront en vigueur partout en France à la même date ou différemment selon les zones, en fonction des dates de retour des vacances.

La fin du masque en extérieur "bien accueillie"

Du côté des syndicats, l'accueil des pistes du ministère est plutôt positif. La fin du port du masque en extérieur sera "plutôt bien accueillie" et "peut soulager les enfants", estime Guislaine David,

secrétaire générale du Snuipp-FSU. "Cela nous semble possible", confirme Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.

Les syndicats estiment en revanche "prématuré" de retirer le masque en intérieur. Aussi, il est "peut-être un peu tôt" pour décider de l'allègement des règles de brassage, considère Guislaine David. "être très précautionneux"

Les organisations ne se prononcent pas sur la diminution du nombre d'autotests, laissant cette décision aux autorités scientifiques. En revanche, elles saluent la possible fin des attestations sur l'honneur : "Elles ne rimaient plus à rien, n'attestaient plus grand-chose et engendraient un travail administratif inutile", souligne Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU.

Plus globalement, "abaisser le niveau de protocole ne paraît pas illogique si l'épidémie diminue", indique Jean-Rémi Girard, président du Snalc. Même s'il faut "être très précautionneux car la circulation virale est encore très intense", nuance Catherine Nave-Bekhti.

"que les décisions soient étayées par des éléments scientifiques"

En outre, les syndicats formulent plusieurs autres demandes. D'aucuns, à l'instar de Frédéric Marchand, secrétaire général de l'Unsa-Éducation, souhaitent que "les décisions prises soient étayées par des éléments scientifiques et des analyses contextualisées". "C'est un enjeu de crédibilité de la parole publique", renchérit Sophie Vénéitay. Catherine Nave-Bekhti prend un exemple : "Nous aimerions savoir ce que fermer une classe change ou pas du point de vue de la circulation du virus".

Frédéric Marchand souhaite par ailleurs "qu'il y ait une date fixe pour l'application des mesures, et non par zone, pour laisser le temps de se préparer. Globalement, il s'agit d'enlever de la pression sur les collègues, de donner un peu de souplesse". Il lance également un appel aux collectivités territoriales afin qu'elles "enclenchent le travail" en termes de capteurs de CO2 et de bâti scolaire.

Les discussions avec le ministère de la Santé saluées

Guislaine David réitère, quant à elle, la demande de réaliser des

tests itératifs. De son côté, Catherine Nave-Bekhti, qui rappelle la "charge de travail énorme pour les enseignants" induite par les absences nombreuses des élèves, souhaite que soit reconnu le fait "qu'on n'arrivera pas forcément à finir les programmes. Et cela suppose un allègement des programmes l'an prochain et du temps collectif entre collègues pour être au clair sur ce que les élèves ont pu traiter ou pas, afin que les personnels ne se retrouvent pas en porte-à-faux".

Jean-Rémi Girard a fait, lui, la demande d'une "prime Covid" pour les personnels. "Cela fait deux ans que les personnels maintiennent l'école à flot sans que ce soit reconnu autrement que par des discours", justifie le président du Snalc.

À la sortie de la réunion, tous les syndicats ont salué la qualité des discussions avec le ministère de la Santé. Ces rendez-vous ont été mis en place après la grève du 13 janvier afin d'améliorer les méthodes de communication du gouvernement envers les syndicats de l'Éducation nationale ([lire sur AEF info](#)). Et plusieurs syndicalistes de souffler : "Dommage d'avoir attendu deux ans et une grève massive pour en arriver là".